

[Lettre du BNC] #IsraelOutOfAU – Une lettre ouverte aux dirigeants de l'Union Africaine

Par le Comité national du BDS Palestinien (BNC), le 29 septembre 2021

Par une lettre ouverte, le BNC en appelle aux pays membres de l'UA pour qu'ils rejettent la demande d'Israël d'avoir le statut d'observateur sans hésitation à la prochaine réunion du conseil exécutif, sur la base de nos valeurs communes de liberté, justice, égalité et autodétermination.



Le comité national palestinien de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BNC), la plus large coalition de la société civile palestinienne qui représente les Palestiniens des Territoires Occupés, à l'intérieur de la ligne verte et en exil, exprime sa gratitude à tous les individus, organisations et États de toute l'Afrique qui se sont manifesté publiquement au cours des dernières semaines contre le fait qu'Israël ait le statut d'observateur à l'Union Africaine.

Nous faisons appel à ceux qui hésitent encore à prendre position pour qu'ils se joignent aux efforts croissants pour maintenir Israël hors de l'Union Africaine.

La lutte contre le colonialisme, le racisme et l'apartheid est indivisible

Comme beaucoup d'entre vous, nous avons été choqués d'entendre que le 22 juillet, le président de la commission de l'Union Africaine (UA), son excellence Moussa Faki Mahamat, avait annoncé, sans aucune consultation préalable des pays membres, qu'il avait accepté [les lettres de créance](#) d'Israël en tant qu'État observateur à l'Union Africaine. Nous avons hâte d'être à la réunion du Conseil Exécutif de l'Union Africaine du 13 au 15

octobre, confiants que les États membres corrigeront ce tort.

L'Union Africaine et ce qui l'a précédée, l'Organisation de l'Unité Africaine, ont historiquement été **un des alliés les plus importants du peuple palestinien dans sa lutte pour l'autodétermination**. Cette alliance a été bâtie sur l'expérience partagée des **luttres contre le colonialisme, l'apartheid et le racisme**. Vos victoires dans la quête d'indépendance et de la fin du fléau de l'apartheid reste pour nous une source d'inspiration et d'espoir. Nous avons appris de vous que **les boycotts, les désinvestissements et les sanctions, dont un embargo militaire, sont des outils essentiels dans le combat contre l'apartheid**.

Les principes et valeurs ancrés dans le document fondateur de l'Union Africaine et dans la charte africaine sur les droits humains et les droits des peuples, dont l'élimination de toutes formes de colonialisme, de néo-colonialisme, d'apartheid et la promotion de la dignité humaine, sont la base de notre lien et de notre coopération.

Ce sont ces principes et ces droits qu'Israël viole systématiquement avec son occupation et sa colonisation permanentes de notre terre et avec sa version 21^{ème} siècle de l'apartheid.

Il y a exactement 20 ans, pendant **la Conférence Mondiale de Durban contre le Racisme, la société civile mondiale a dénoncé le régime d'Israël comme régime d'apartheid**. Suite à cela, le Comité des Nations Unies pour l'Élimination de la Discrimination Raciale (CEDR) a régulièrement dénoncé la politiques d'Israël de discrimination raciale et d'apartheid et, en 2012, **il a exhorté** Israël à interdire et à éradiquer les politiques et pratiques qui « affectent gravement et de façon disproportionnée la population palestinienne ».

Les études de 2009 **du Conseil de recherches en sciences humaines d'Afrique du Sud**, l'étude de 2017 de **la commission économique et sociale de de l'ONU pour l'Asie occidentale (CESAO)**, les rapports de 2021 de **B'Tselem**, une organisation israélienne de premier plan pour les droits humains, et de **Human Rights Watch** ont toutes confirmé que le régime israélien imposé au peuple autochtone de Palestine est de l'apartheid. En 2020, dix anciens

présidents et plus de 700 membres du Parlement, des diplomates et des personnalités culturelles d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine ont réclamé [une enquête de l'ONU sur l'apartheid israélien](#) en vue de sanctions juridiques ciblées.

Nous avons été reconnaissants à l'Union Africaine d'avoir rejeté de précédentes demandes d'Israël d'être formellement associé à l'UA sur la base du fait que ce serait une violation des principes de l'organisation. **Nous voulons rappeler à l'UA et aux États membres que la politique israélienne et les crimes contre notre peuple n'ont pas changé mais s'aggravent de jour en jour.**

En mai, Israël a effectué de nouveaux bombardements de grande ampleur détruisant encore plus la bande de Gaza assiégée et appauvrie, tandis que les attaques sans répit sur les Palestiniens pour les expulser de Jérusalem et leur empêcher l'accès à leurs sites sacrés, se poursuivent dans relâche. **La répression cruelle des Palestiniens rappelle la brutalité perpétrée par les anciens régimes coloniaux contre les luttes africaines de libération.** Un cadre juridique et le gouvernement militaire à l'œuvre veillent à ce que les Palestiniens se voient refuser leurs droits fondamentaux dans toutes les sphères de la vie.

La politique raciste d'Israël vise aussi les migrants africains et les demandeurs d'asile. Ayelet Shaked, la ministre israélienne de l'intérieur, [a annoncé](#) dès sa prise de poste une série de mesures politiques racistes visant les droits des migrants africains et l'expulsion forcée de nombre d'entre eux. Elle a précédemment [appelé](#) les migrants «une occupation africaine rampante », tandis qu'un de ses collègues ministres du gouvernement les avait à ce moment-là traités de « [cancer](#) » et qu'un autre ministre [leur rappelait](#) que « ce pays nous appartient, à l'homme blanc ».

Rappelant les mots de Nelson Mandela disant que « nous ne savons que trop que notre liberté est incomplète sans la liberté des Palestiniens », nous faisons appel à tous les pays membres de l'UA pour qu'ils **rejetent la demande d'Israël d'avoir le statut d'observateur** sans hésitation à la prochaine réunion du Conseil Exécutif, sur la base de nos valeurs communes de liberté, de

justice, d'égalité et d'autodétermination.

Nous espérons au contraire que l'UA puisse s'engager à promouvoir des **enquêtes sur le régime d'apartheid d'Israël envers le peuple palestinien dans son ensemble** ainsi que sur la responsabilité criminelle associée étatique et individuelle, soit à travers ses propres mécanismes et/ou par la reconstitution de mécanismes anti-apartheid de l'ONU afin de mettre fin à l'apartheid au 21^{ème} siècle.

Source : BDS Movement

Traduction SF pour BDS France